



INTERVIEW AVEC LE CDT DE LA FORCE DE L'ONUCI, LE GÉNÉRAL IQBAL ASI LA FORCE DE LA PAIX DE L'ONUCI EN ACTION LES SOLDATS DE LA PAIX AUX CÔTÉS DES POPULATIONS DE ZILEBLY ET PETIT-GUIGLO

www.onuci.org

Le Secrétaire général

Message publié à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies • 29 mai 2013



Ban Ki-moon, Secrétaire Général de l'Onu

La Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies est l'occasion de mieux faire connaître l'évolution des opérations menées sur le terrain et de rendre hommage à ceux qui, au cours de l'année écoulée, ont perdu la vie en servant sous le drapeau bleu

Les Casques bleus sont de plus en plus appelés à mener des opérations multidimensionnelles visant à aider des pays à passer d'une situation de conflit à un état de paix, tout en s'attachant à protéger les civils, notamment les plus vulnérables d'entre eux : les femmes et les enfants.

Face à l'apparition de nouvelles menaces et de nouveaux défis, les opérations de maintien de la paix évoluent pour mieux s'acquitter de leur mandat et apporter une paix durable aux pays déchirés par la guerre.

Un exemple de cette évolution nous est donné par l'opération menée en République démocratique du Congo, où le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement d'une « brigade d'intervention » et de systèmes aériens sans pilote et sans arme pour améliorer notre capacité d'opération sur ce vaste territoire.

Au Mali, les Casques bleus interviendront dans des conditions difficiles, caractérisées par la présence de groupes armés qui menacent la sécurité nationale et régionale. La mission concourra à stabiliser le pays, à promouvoir la réconciliation nationale et à protéger les civils.

Les opérations de maintien de la paix aident également à réformer les institutions nationales garantes de l'état de droit. En participant au renforcement des forces de police, des tribunaux et de l'administration pénitentiaire, elles contribuent à faire naître la confiance dans les autorités locales. Un système d'état de droit juste et transparent contribue, en retour, à la pérennité du développement et à la stabilité, longtemps après le départ de nos troupes.

Tout en saluant ces avancées, nous sommes conscients que les opérations de maintien de la paix ne peuvent être sans risques. Des Casques bleus ont récemment été pris en embuscade et tués en République démocratique du Congo, au Soudan et au Soudan du Sud par des attaquants non identifiés, tandis que d'autres, déployés au Moyen-Orient, ont été pris en otages.

Cent onze Casques bleus ont péri l'an passé et plus de 3 100 ont perdu la vie au cours des 65 années d'opérations de maintien de la paix de l'ONU. Nous saluons leur courage et pleurons leur disparition.

En cette Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies, rendons un hommage solennel à ceux qui sont tombés en service et témoignons notre solidarité aux quelque 111 000 soldats et policiers, originaires de 116 pays, qui sont sur le terrain, et continuons de faire évoluer nos opérations pour mieux protéger et mieux aider les civils qui en ont besoin.





Directeur de publication : Sylvie Van Den Wildenberg Rédacteur en Chef : Malick Faye Coordinatrice : Rosamond Bakari Graphiste Designer : Jean Brice N'doli Illustrations : Serge Assain Aliké Crédits photos : Basile Zoma, Pélagie Kouamé



Interview avec le commandant de la force de l'onuci, le Général Iqbal Asi

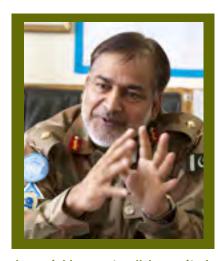
Question: Général, à l'occasion de commémoration de la Journée Internationale des Casques bleus, pouvezvous expliquer que le rôle actuel de sa Force militaire en Côte d'Ivoire?

General Iqbal Asi: Merci pour votre question. Le rôle de la Force est en réalité déterminé par deux choses : le premier est le mandat conféré à la Mission par la Résolution du Conseil de sécurité de l'ONU et la deuxième est la politique de la Mission. Les deux grands axes de notre action sont l'appui aux autorités nationales et aux Forces de défense d'une part en matière de sécurisation et de protection des civils, ainsi qu'en matière de réforme du secteur de la sécurité (RSS) et du processus de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR). La protection des civils est au cœur de notre mandat, et guide toutes nos actions. La stratégie de la Force repose sur trois piliers : la dissuasion ; la protection en tant que telle, et l'assistance aux populations civiles. La dissuasion est le pilier le plus important de notre stratégie, car il vise à prévenir et empêcher la menace pouvant mettre en danger la sécurité des civils ou l'autorité de l'Etat. Cette Force de dissuasion s'exerce par notre déploiement sur le territoire, en particulier dans les zones sensibles, et la domination de ces zones via les activités de nos Casques bleus des différentes bases permanentes ou temporaires, patrouilles, y compris conjointes avec les Forces nationales, actions de reconnaissance terrestres ou aériennes, etc. .

Question : Quels sont les principaux défis auxquels la Force fait face dans le contexte sécuritaire actuel en Côte d'Ivoire ?

General Iqbal Asi: La situation sécuritaire demeure imprévisible. Et c'est là le plus grand défi pour la Force. Si un calme relatif règne de manière générale, les causes profondes de l'insécurité restent à être traitées. Il y a des progrès, grâce aux efforts des autorités appuyés par la Force et leurs autres partenaires. Cependant la réconciliation politique, la réforme du Secteur de la Sécurité et des Forces de sécurité et de Défense, comptent parmi les défis qui demeurent les plus importants.

Question: Pour relever ces défis, y faire face et les surmonter, vous



devez évidemment collaborer étroitement avec les Forces ivoiriennes. Quels moyens utilisez-vous à cet effet ?

General Igbal Asi: Notre collaboration est large, et compte de multiples facettes. Elle s'opère à de nombreux niveaux. Nous collaborons dans trois grands domaines: l'opérationnel, la logistique et la formation. Nous collaborons étroitement avec nos partenaires au niveau central, avec les autorités nationales et l'Etat major, et sur le terrain, aux différents niveaux, avec les Commandants d'unités. Par exemple, en termes d'opérations, nous collaborons au travers de l'Opération Mayo. UNMIL, la Mission de l'ONU au Libéria, notre Mission voisine est aussi impliquée dans cette dernière. La représentativité de tous les acteurs impliqués est un facteur très important pour le succès des efforts de sécurité et l'amélioration de la situation. Un autre exemple de coopération opérationnelle est le soutien que nous avons apporté aux Forces de sécurité et de défense durant le processus des élections régionales et municipales. En termes de formation, nous en avons déjà dispensé un grand nombre au profit de soldats et d'officiers des FRCI, sur les aspects de protection des civils dans les activités opérationnelles. les droits de l'Homme et autres questions en collaboration avec d'autres composantes de la Mission. La planification d'une nouvelle série de formation est en cours. Nous sommes en train de proposer un projet important de partenariat avec les FRCI dans le domaine de la formation. L'appui logistique se traduit notamment par des transports de troupes.

Questions: La frontière entre le Libéria et la Côte d'Ivoire présente d'énormes problèmes de sécurité pour toutes les Forces présentes. Croyez vous que l'opération Mayo et les efforts actuels, dans le cadre de la quadripartite sont une réponse suffisante?

General Iqbal Asi: Nous devrions nous rappeler que la responsabilité fondamentale de la question de sécurité incombe aux Forces de sécurité nationales. La collaboration existante donne un cadre excellent aux Forces des Nations Unies aux Forces de Sécurité nationales dans les zones frontalières. Depuis sa mise en œuvre en juin dernier, ce cadre (quadripartite/opération Mayo) a apporté beaucoup aux deux Forces de sécurité ivoirienne et libérienne. Il a beaucoup amélioré le mécanisme de sécurité. L'UNMIL du côté Libérien, l'ONUCI du côté Ivoirien et les deux Forces militaires, sont les principales parties de ce cadre. Les autres parties présentes sont les Forces de Police, l'Administration civile et les autorités de contrôle frontalier.

Ce cadre permet aux uns et aux autres d'échanger sur leurs problèmes directement, et les réunions s'avèrent très utiles. Nous sommes en contact avec l'UNMIL de manière permanente et nous continuons de partager les informations et à conduire des patrouilles militaires. Nous partageons des hélicoptères de combat qui nous permettent de faire des Missions aériennes sur les zones frontalières. Les mesures décidées lors de la dernière réunion quadripartite que nous avons eue le 5 avril dernier à Monrovia entre les autorités libériennes et ivoiriennes et en présence des deux Missions UNMIL et ONUCI sont importantes. Pour moi, ces mesures représentent une amélioration réelle en termes de déploiement et de patrouilles le long des frontières des deux pays. Nous sommes prêts à les traduire en action. Les deux Missions font de leur mieux en termes d'implication pour aider les Forces de sécurité des deux pays dans leurs efforts. Les deux gouvernements doivent se retrouver à la fin de ce mois de mai pour discuter de la mise en œuvre pratique de ces mesures. Nous verrons alors concrètement quel appui nos deux Missions pourront apporter aux deux Gouvernements le long de leurs frontières

communes.

Question: Concernant la question de la réforme du secteur sécuritaire, vous avez déjà mentionné qu'elle est liée au désarmement et à la démobilisation ainsi qu'au processus d'intégration, alors, pouvez vous nous expliquer comment l'ONUCI aide t elle ce secteur de façon pratique ?

General Iqbal Asi: Ce support est essentiellement fourni par la Section d'appui à la Réforme du Secteur de Sécurité (RSS) et la Division du Désarmement Démobilisation et Réintégration (DDR) de l'ONU-CI. Mais la Force donne un appui. Nous fournissons par exemple la sécurité dans

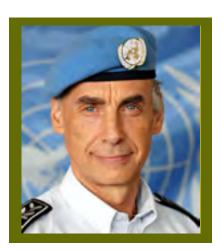
toute activité conduite par ces sections en appui des autorités. La contribution principale que notre Force apporte dans le domaine de la RSS, est une aide au renforcement des capacités des FRCI.

Question: Général, avant la fin de cet entretien, j'aimerais vous demander si, à l'occasion de la Journée internationale des Casques bleus, vous avez un message pour vos hommes travaillant sur le terrain, ces soldats de la paix œuvrant tous les jours à l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens sur l'ensemble du territoire national?

General Iqbal Asi: Oui certainement, je voudrais dire quelques mots à leur en-

droit. Je leur recommande vivement de demeurer concentrés sur l'accomplissement du mandat qui est le leur, et qui a été clairement défini dans mon message aux Commandants de Secteurs. Ils doivent tout mettre en œuvre pour satisfaire les attentes des populations civiles locales. Nous sommes là pour les populations. Vous devrez accomplir votre tâche de façon pleinement professionnelle conformément à la meilleure tradition militaire universellement acceptée. Le respect et la mise en valeur de la dignité humaine est au cœur de notre mandat. Ne l'oublions jamais. Je n'accepterais jamais aucun compromis avec aucun homme qui ne garde pas cet aspect particulier à l'esprit et ne respecte pas la Loi.

Message du Commissaire de la Police des Nations Unies (UNPOL)



a Composante de la Police de l'ONUCI compte actuellement 513 Officiers de police dont 54 personnels féminins, et un millier d'éléments des Forces de Police Constituée (FPU) œuvrant principalement au contrôle des foules et actions de sécurisation. Elle a pour mission de contribuer à la sécurisation de la population, à la reconstitution et à la réforme des administrations sécuritaires afin de participer à l'instauration

d'une paix durable et à la consolidation de la démocratie en Côte d'Ivoire, conformément au cadre juridique du mandat de l'ONUCI.

La crise post électorale a mis un coup d'arrêt aux actions menées antérieurement par la Composante Police. Mais, depuis la fin des hostilités en mai 2011, le chemin parcouru sur la voie de la consolidation de la paix est significatif, même si la réconciliation reste encore un challenge et les défis restent multiples.

Aujourd'hui les enjeux sont importants, et notre action doit se focaliser sur l'appui aux forces de l'ordre. Les axes prioritaires à développer dans le cadre de notre fonction de soutien est la colocation qui permet de suivre et de conseiller au quotidien nos partenaires dans leurs activités de police administrative et judiciaire. Le renforcement des capacités, l'élaboration de nouveaux programmes de formation prenant en considération les valeurs internationales s'avère aussi indispensable pour disposer d'une force de police moderne, éthique. Mais cette

force ne peut pas fonctionner correctement si elle ne dispose pas de matériels et de structures adaptées pour remplir ses missions régaliennes. Aussi des programmes de réhabilitation et de modernisation sont en cours suite à une évaluation précise des besoins. De plus la composante Police de l'ONUCI est mandatée pour apporter tout son soutien et son expertise aux efforts engagés par le Ministère de l'Intérieur dans le cadre de la réforme de la Police Nationale dont les étapes successives ont consisté en une démarche d'audit suivie de la définition des axes stratégiques d'une modernisation de la Police dont le plan d'action est actuellement en cours de réflexion dans une dynamique d'appropriation nationale.

La composante police de l'ONUCI est plus que jamais mobilisée pour tenir ses engagements et accompagner ses partenaires dans leur action quotidienne et leur conception de l'avenir, et ce, dans le respect des valeurs fondamentales de l'Organisation des Nations Unies et dans le souci de la protection des populations.



Effectif des Casques bleus

Au 13 mars, l'effectif militaire de l'Opération des Nations Unie en Côte d'Ivoire (ONUCI) était de 9 552. Cet effectif devrait être réduit d'au moins un bataillon d'ici au 31 juillet 2013, pour être ramené à 8 837 éléments, dont 8 645 membres des contingents et Officiers d'état-major et 192 observateurs militaires.

A la même date, 1 518 policiers sur l'effectif de 1 555 autorisé pour l'ONUCI ont été déployés. L'effectif total devrait être maintenu et des ajustements apportés au

déploiement des unités de police constituées pour faire face à la situation sur le terrain, notamment en déployant éventuellement une unité de police constituée supplémentaire à Abidjan dans les limites de l'effectif total autorisé.

Parmi les 55 pays contributeurs de troupes à l'ONUCI, les plus importants sont le Bangladesh, le Pakistan, le Niger, le Malawi, le Maroc, le Ghana, le Togo, le Sénégal, le Bénin et l'Egypte.

Les Soldats de la paix aux côtés des populations de Zilebly et Petit-Guiglo

la suite d'attaques perpetrées par des individus armés non identifiés survenues respectivement le 13 mars dans le village de Zilebly et le 23 du même mois dans le village de Petit-Guiglo, tous situés dans le département de Blolequin, les Casques bleus de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ont apporté leur

pect des droits de l'homme. Dans leur souci de ramener la sérénité au sein des populations, la Police des Nations unies continue jusque maintenant à mener des patrouilles quotidiennes dans les villages sinistres, procèdent au recueil de renseignements auprès des populations afin de prévenir d'éventuelles attaques et entretient des rapports étroits avec

et la distribution d'eau potable dans les villages environnants.

L'intérêt de la situation à Zilebly et à Petit Guiglo pour l'ONUCI s'est matérialisé par des visites de personnalités civiles et militaires de la Mission. Ainsi, le chef des Bureaux du Secteur ouest, Ousmane Kane, le Commandant du Bataillon marocain, Colonel-major Abdelilah Sahri, et le Commandant du secteur ouest de la Police des Nations unies, Colonel Joseph Malanda, ont rencontré les autorités administratives et militaires de Blolequin auxquels ils ont réitéré la disponibilité de l'ONUCI à soutenir la Cote d'Ivoire dans la recherche de la stabilité et de la paix.

A ces différentes occasions, le Préfet du département, Yao Kouakou Dinard, fera ce commentaire : « Votre appui est salutaire pour nos populations. Soyez en remercies. Nous souhaitons même un renforcement de la collaboration entre les forces ivoiriennes et les forces de l'ONUCI dans notre zone. »

Cette présence onusienne est fort bien appréciée par les habitants. « Quand on voit régulièrement les voitures de l'ONUCI sur les pistes dans nos villages, ça nous rassure. C'est cette présence quotidienne qui a fait que nous avons commencé à retourner chez nous », a indiqué Koulai Henriette du village de Zilebly. Pour sa part, un des adjoints au maire, Kahi Dezon Léopold, souhaite le rétablissement d'un camp militaire de l'ONUCI à Blolequin car, selon lui, « nous avons beaucoup besoin des soldats de la paix vu que notre zone est trop sensible ».

En attendant cela, les véhicules estampillés du logo UN avec à leur bord des soldats avec leur casque bleu vissé sur la tête arpentent les pistes abruptes menant à Zilebly, Petit Guiglo et les villages environnants pour ramener la sérénité au sein des habitants.



concours aux populations et aux forces de sécurité ivoiriennes dans la droite ligne de leur mission de protection des civils édictée par la Résolution 2062.

Dès la survenue des évènements, les hommes de la Police des Nations unies basés à Guiglo se sont rendus sur le terrain, avec les Unités de police constituées pakistanaises, pour faire une évaluation des dommages : relever le nombre des victimes, des maisons incendiées, enregistrer le nombre de populations déplacées internes (PDI) et s'assurer de l'existence d'un dispositif de sécurité mis en place par les forces locales afin de rassurer les populations. Par ailleurs, la Police des Nations unies a apporté et continue d'apporter son appui à la brigade de gendarmerie de Blolequin dans la conduite de l'enquête afin que les différentes procédures soient respectées et conformes au resles autorités administratives et militaires de Blolequin.

Les éléments du bataillon marocain bases à Guiglo et à Toulepleu ont pour leur part initié des patrouilles quotidiennes sur les axes Diboké-Zilebly et Diboké-Petit Guiglo.

En outre pour marquer leur présence sur le terrain, un détachement de Casques bleus s'est installé dans la sous-préfecture de Diboké. Ces soldats se chargent patrouiller dans la zone et de prendre le pouls de la situation sécuritaire sur place en étroite relation avec les Forces républicaines de Cote d'Ivoire (FRCI) et avec les autres autorités. De plus, des patrouilles de reconnaissance aériennes sont effectuées avec la participation des FRCI. Ce dispositif militaire est accompagné d'un volet humanitaire avec les soins gratuits aux populations

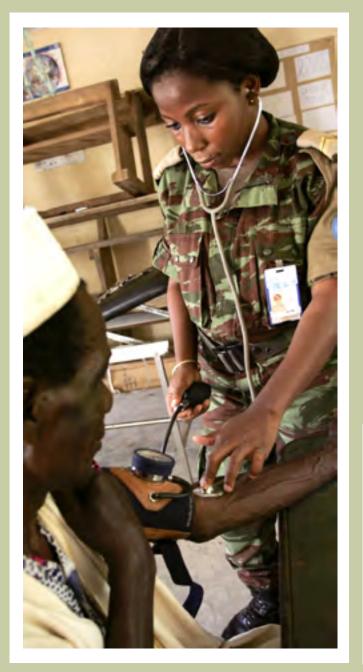
La Force de la paix de l'ONUCI en action



















Les casques bleus appuient les opérations de rapatriement des réfugiés ivoiriens dans l'ouest



résents à Toulepleu à l'extrême ouest de la Côte d'Ivoire pour appuyer les forces locales, les troupes de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) contribuent à la consolidation de la paix sociale et de la sécurité dans cette zone. Chaque jour, les casques bleus entreprennent des patrouilles terrestres et aériennes dans les villages situés le long de la frontière avec le Libéria, conformément à leur mandat. Outre ces patrouilles, les forces de l'ONUCI participent à l'opération de sécurisation des convois de réfugiés.

En effet depuis la fin de la crise postélectorale, des milliers d'Ivoiriens qui avaient fui au Liberia retournent dans leur pays pour participer au processus de réconciliation et de reconstruction. Ces retours se font par convois organisés par Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR). Selon le capitaine Nordine Rafik, du contingent marocain de l'ONUCI), « chaque fois qu'une opération de rapa-

triement est planifiée par le HCR et ses partenaires, les casques bleus sont sollicités pour assurer la sécurisation des convois. »

Ainsi, du 21 octobre 2011 au 11 avril 2013, 39 convois ont été organisés entre Pékan Barrage, dans la préfecture de Toulepleu et Gbinta, dans le département de Danané.

Les casques bleus ont sécurisé le retour de 12167 ivoiriens, soit environ 4292 familles. Une opération effectuée en plusieurs phases :

La première a consisté à sécuriser les réfugiés de la frontière ivoirienne au camp de transit de Toulepleu village ; la seconde a eu pour tâche de protéger le site de transit toute la nuit et à distribuer de l'eau potable aux réfugiés. La dernière phase a assuré l'escorte des convois sur les différents axes pour permettre aux réfugiés de regagner leurs localités respectives.

A ces tâches d'appui s'ajoutent les actions humanitaires, telles que la distri-

bution de non-vivres que l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) effectue dans les villages où résident les retournés ainsi que dans les zones où la situation humanitaire s'est dégradée. C'est le cas à Péka Houebly au lendemain de l'attaque des positions des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) par des personnes non identifiées, le 13 août 2012. Au cours ce raid, une dizaine de maisons avaient été incendiées, et des biens saccagés. Ce qui avait entrainé l'exode des populations. De telles attaques ont également visé les localités de Zilébli et le Petit Guiglo en mars 2013.

Pour faciliter le retour de ces populations dans leurs villages, plusieurs distributions de vivres et de non-vivres ont eu lieu sous la supervision de l'ONUCI. Soulignons également que les casques bleus ont accompagné et escorté du 09 mars 2012 au 20 décembre 2012, 4085 réfugiés libériens, soit 1126 ménages.

Action des casques bleus dans l'ouest :

L'axe Taï - Zriglo - Tabou désormais accessible

a ville de Taï située à 700 km à l'ouest d'Abidjan, qui souffrait d'un enclavement chronique est désormais accessible par Tabou. Ceci grâce la réhabilitation de la route séparant les deux localités par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

tions. Et nos populations, malheureusement, en ont payé le prix. C'était douloureux.»

En effet, cette zone à forte productivité agricole ne pouvait tirer profit de son potentiel en raison de l'insécurité perSakré et Zriglo. Une véritable bouffée d'oxygène quand on sait que la route demeure un élément essentiel pour l'amélioration de la situation sécuritaire.

Autre avantage, les forces de sécurité ivoiriennes et les casques bleus pourront désormais multiplier leurs



Pour la plupart des habitants, le désenclavement de cette ville frontalière avec le Libéria, permet de renforcer la sécurité et de faciliter le développement de la zone.

Les attaques perpétrées dans cette région à la faveur de la crise postélectorale de 2011, notamment dans les villages de Sakré, Zriglo, Sioblo-Oula, et autres avaient contribué à détériorer l'image de la localité et à traumatiser les populations, comme l'a déploré, le chef du village de Sakré, Jean-Gnahoué. « La région de Taï, zone forestière, a servi de base arrière à des inconnus armés dont nous ignorons encore les motiva-

sistante explique Mariam Traoré, une habitante à Sioblo-Oula. « On n'arrivait pas à évacuer nos produits agricoles les jours de marchés. Pour accéder à nos villages, il fallait s'y rendre à pied d'autant plus que les voitures tombaient toujours en panne du fait de la dégradation avancée de la voie, ou parfois elles étaient attaquées par les bandits. Les femmes qui parvenaient au marché hebdomadaire de Zriglo, étaient obligées de brader leurs produits.»

Le contingent du génie bangladais de l'ONUCI (BANENGINEER), déployé dans la zone a réhabilité les 35 km de l'axe routier qui relie les localités de Taï, patrouilles, tandis que les populations, de leur côté, pourront vaquer plus librement à leurs occupations quotidiennes.

« Une certaine opinion nous a toujours fait croire que les casques bleus n'ont jamais rien apporté aux populations des pays en guerre. Mais aujourd'hui, je peux dire haut et fort que ceci n'est pas conforme à la réalité. Les soldats de la paix ont beaucoup fait particulièrement pour notre région autrefois enclavée. La réhabilitation de la voie Taï-Zriglo par les militaires de l'ONUCI a été une action déterminante pour le retour de la paix dans nos villages », estime Djro Privat, adjoint au chef du village de Diere-oula.

L'action des Casques bleus du bataillon ghanéen de l'Onuci dans les régions de L'Est et du Nord-Est Ivoirien



e 18Eme bataillon Ghanéen de l'ONUCI (GHANBATT), déployé dans le district du Zanzan, dans les régions du Gontougo et du Bounkani, est commandé par le lieutenant-colonel Benjamin Nyarko. Installées dans les villes de Bondoukou et Bouna avec pour frontières, le Burkina Faso au nord et le Ghana à l'est, les deux entités du GHANBATT, en raison de la porosité des frontières, sont confrontées à de nombreux défis sécuritaires. Ainsi. depuis leur déploiement dans la région par la Mission en 2002, elles n'ont eu de cesse de sécuriser leur zone de responsabilité, en agissant sous le chapitre 7 des Nations Unies. Leur implication dans le district du Zanzan, a permis de mieux comprendre le rôle des casques bleus dans le maintien de la paix en Côte d'ivoire.

Ainsi, le GHANBATT assure le maintien des camps de Bondoukou et de Bouna, la protection du personnel des Nations Unies, des deux aérodromes de ces villes et des populations locales. Il organise également des patrouilles urbaines et rurales de jour comme de nuit. Son leitmotiv : favoriser un climat

sécuritaire et social propice aux activités génératrices de revenus pour la population afin de créer les conditions du développement économique de la zone.

Par ailleurs, les casques bleus ghanéens ont plusieurs fois assuré la médiation entre les autorités ivoiriennes et ghanéennes lorsque des conflits frontaliers ont été signalés au niveau des villages de Soko en Côte d'Ivoire et de Sampa au Ghana. Toutes ces actions ont contribué au renforcement de la cohésion sociale et de la paix surtout.

Grâce à la présence de ce contingent, on a noté de l'avis des autorités locales, une baisse sensible du banditisme, tels que les attaques à main armée surtout durant période de commercialisation des noix de cajou, dont la culture reste l'activité principale des populations et les vols de véhicules, qui étaient écoulés dans les pays voisins.

Outre la sécurisation des populations, les casques bleus contribuent au plan humanitaire à apaiser les souffrances des populations démunies et à appuyer les initiatives communautaires favorisant la cohésion sociale et la réconciliation.

Il faut noter que la mise à la disposition des autorités locales de moyens logistiques et des actions humanitaires, telles que des soins médicaux gratuits aux populations, ont favorisé l'intégration des casques bleus dans leurs zones d'activité. A ce jour, dans la région du Gontougo, plus de six écoles ont été réhabilitées ou entièrement construites par les casques bleus ghanéens, dans le cadre des projets à impact rapide de l'ONUCI (QIPs).

De telles actions expliquent le succès de ce bataillon pourtant anglophone dans un pays francophone. Un autre avantage pour le GHANBATT, la plupart des langues de l'Est ivoirien sont également parlées de l'autre côté de la frontière, ce qui facilite l'intégration dans sa zone de responsabilité, du bataillon onusien fort de 350 soldats. Des troupes qui comptent une trentaine de femmes ayant une formation militaire égale à celle des hommes.

Le bataillon pakistanais de l'Onuci encourage les populations de Korhogo à la réconciliation par le sport



ncourager à la réconciliation et sceller des liens de fraternité avec le peuple ivoirien à travers des activités sportives et des actions humanitaires, tels sont les objectifs visés par le bataillon pakistanais (PAKBATT) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), basé à Korhogo, ville située à 580 km au nord d'Abidjan.

La matérialisation de ces objectifs s'est faite autour de deux rencontres sportives de football et de volleyball le 18 avril et le 4 mai 2013.

Le match de football, au stade municipal, entre les casques bleus pakistanais et celle de "Transpiration Club des Amis de Korhogo", qui s'est soldé par un score de parité 1 but partout (1-1), a permis de voir les soldats de la paix et les populations locales communier dans un esprit de fraternité, de fairplay et de réconciliation.

A cette occasion, le commandant du Secteur Est de l'ONUCI, le général de Yousaf Muhammad, a adressé des messages de solidarité et de fraternité à l'endroit des populations de la région du Poro. « Il est important d'organiser ces activités sportives pour rapprocher les populations ivoiriennes qui aspirent à la réconciliation et à une paix durable »,



a-t-il estimé.

Le Directeur régional des sports et loisirs, Brahima Ouattara, a, quant à lui, salué l'action des casques bleus et exprimé toute sa gratitude à l'ONUCI pour ses efforts constants en faveur de la paix et de la réconciliation en Côte d'Ivoire.

La rencontre de volleyball, à la demande du Centre d'Animation et de Formation Pédagogique (CAFOP) de Korhogo, a opposé les PAKBATT aux professeurs de l'établissement Au terme de la rencontre, l'équipe de la Force a pris le meilleur sur celle des enseignants sur le score de 3 sets à 1.

En marge de ces activités sportives, les casques bleus pakistanais ont offert des soins médicaux gratuits, distribué de l'eau potable à la prison civile, au Centre hospitalier régional (CHR) et dans les villages environnants. Ils ont également fait des dons en vivres et non-vivres aux personnes démunies membres des différentes communautés religieuses du District des Savanes.

La Police des Nations Unies s'engage dans la médiation intercommunautaire dans le district du denguélé

ans le cadre des missions de sécurisation et de mise en confiance des populations, la Police des Nations Unies (UNPOL), en collaboration avec des chefs des traditionnels de District du Denguelé, a entrepris de contribuer à la gestion pacifique de conflits intercommunautaires dans la région.

L'UNPOL est ainsi intervenue tour à tour dans les villages de Moya 1, de Mindiadougou et de Tomba, dans la sous-préfecture de Bako pour mettre fin aux différends entre agriculteurs et éleveurs peulhs maliens.

Les innombrables affrontements notés dans la zone avaient amené le préfet de la région du Kabadougou à organiser une journée de sensibilisation des populations à une cohabitation pacifique.

A la suite du préfet et en collaboration avec les autres sections de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, l'UNPOL a pris part à des campagnes de sensibilisation des populations des villages de Linguekoro et de Sokouraba, situés respectivement dans les sous-préfectures de Goulia et de Kaniasso.

En dépit du fait que l'environnement se soit relativement apaisé, l'UNPOL continue ses efforts de médiation. Et pour cause, les litiges fonciers entre agriculteurs et éleveurs restent latents.

Parmi ces conflits, on peut citer celui qui a opposé les habitants des villages de Mamouroudougou à ceux de Bogoba dans la sous-préfecture de Dioulatiédougou.

Grâce à l'intervention d'une équipe de l'ONUCI, le calme est revenu dans ces localités.

L'UNPOL a également participé à





l'équipe conjointe Gendarmerie et Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), qui a contribué à ramener le calme à Mahandiana suite au conflit meurtrier qui a opposé, le 25 mars dernier les habitants de Mahandiana-Sokourani à ceux de Mahandiana-Sobala.